

« Baromètre 2024 de l'Épargne en France et en régions »

Dans les Hauts-de-France :

**Les comportements d'épargne des habitants des Hauts-de-France
sont imperméables aux aléas conjoncturels**

**L'investissement responsable peine à se développer
malgré les efforts de transparence**

Dans une conjoncture en permanence incertaine depuis quatre ans, les comportements d'épargne des habitants des Hauts-de-France demeurent bien ancrés, contribuant à renvoyer une image rassurante de l'épargne. L'investissement responsable, qui devrait tenir un rôle déterminant dans la transition écologique, reste minoritaire et peu connu dans la région ; en comparaison avec les résultats nationaux et ceux des autres régions, le désintérêt pour l'investissement responsable est particulièrement fort dans les Hauts-de-France.

Altaprofits, Courtier et Conseil en gestion de patrimoine sur Internet, publie les résultats de la **6^e édition** de son « **Baromètre de l'épargne en France et en régions** », réalisé par Ifop. Il est consacré annuellement au comportement d'épargne des Français et inclut une analyse par région. Dans les Hauts-de-France, les premiers enseignements marquants de l'édition 2024 sont les suivants :

I - Les comportements d'épargne des habitants des Hauts-de-France sont imperméables aux aléas conjoncturels.

Quel que soit le contexte et les motifs de préoccupation des habitants des Hauts-de-France (pandémie, inflation, hausse des taux d'intérêt, réforme des retraites, conflits russo-ukrainien, Israël-Hamas, etc.), rien ne perturbe leur comportement d'épargne. Ainsi :

• La détention de produits d'épargne et la fréquence d'épargne varient très peu d'année en année :

Près de 8 habitants des Hauts-de-France sur 10 (78 %) possèdent au moins un produit d'épargne (stable par rapport à 2020) et près de 5 sur 10 (47 %) en détiennent par ailleurs plusieurs (- 4 points vs 51 % en 2023, - 6 points vs 53 % en 2022).

Parmi les 94 % d'habitants des Hauts-de-France plaçant de l'argent à intervalles réguliers sur leurs produits d'épargne (stable à + ou - 1 ou 2 points près depuis 2020), 72 % le font au moins une fois tous les six mois (74 % en 2023).

• Les habitants des Hauts-de-France épargnent d'abord pour faire face aux imprévus.

Concernant les motifs d'épargne, nous assistons à une consolidation de tendances apparues post-Covid-19 : l'épargne pour faire face aux imprévus continue de devancer l'épargne projet avec 72 % de citations contre

44 %. Concernant ces imprévus, le motif lié aux situations exceptionnelles, malgré une légère baisse cette année (- 4 points), flirte toujours avec un tiers ou avec plus d'un tiers de citations depuis 2021 (32 % cette année contre 36 % en 2023, 40 % en 2022, 38 % en 2021, contre 24 % en 2020).

Au plan national. Sur certains aspects, les comportements d'épargne ne sont pas homogènes entre le national et les régions. Pour ce qui est de la détention de plusieurs produits d'épargne (58 % en moyenne nationale), les habitants des Hauts-de-France sont les moins nombreux à détenir plusieurs produits d'épargne (47 % de moyenne ; c'est la plus basse des régions) ; ils sont également moins nombreux à placer de l'argent au moins une fois par mois (33 % et il s'agit aussi de la moyenne la plus basse des régions ; la moyenne nationale se situe ici à 42 %).

Au niveau national, les critères d'âge et de genre sont particulièrement explicatifs des comportements d'épargne :

Les femmes de 35 ans et plus et les personnes de 65 ans et plus sont celles qui placent le moins souvent, avec respectivement 24 % et 28 % qui disent placer de l'argent moins d'une fois par an ou jamais, contre 18 % en moyenne sur la population totale.

Le segment de la population des moins de 35 ans se distingue assez logiquement par une épargne projet beaucoup plus marquée que la moyenne, avec 59 % de citations comme motif principal (vs 45 % en moyenne sur l'ensemble de la population). À l'opposé sur l'échelle de l'âge, les 65 ans et plus se distinguent quant à eux par une plus forte sensibilité aux petits imprévus (65 % de citations vs 56 % en moyenne) et une plus faible sensibilité aux situations exceptionnelles (29 % vs 36 % en moyenne) ; leur autre motivation d'épargne est de simplement dissocier leurs économies de leur compte courant (45 % de citations vs 38 % en moyenne).

• **Les épargnants de la région Hauts-de-France restent dans une logique de risque minimum ; les produits d'épargne qu'ils privilégient reflètent leur forte aversion au risque.**

68 %, soit la plupart des épargnants possédant au moins un produit d'épargne, continuent à privilégier des produits sans risque même avec un faible rendement (stable). Les livrets d'épargne réglementés se maintiennent en tant que produits socles (80 % des épargnants des Hauts-de-France en détiennent).

À l'inverse, plus un produit d'épargne est risqué, moins il suscite de l'intérêt, malgré un rendement potentiel plus conséquent. Ainsi, seuls 20 % des épargnants privilégient des produits un peu risqués avec un rendement espéré plus important (+ 5 points vs 15 % en 2023) et à peine 5 % des produits risqués (- 4 points vs 9 % en 2023). L'assurance vie se maintient (23 % stables vs 2023). Le Plan Épargne en Actions (PEA) stagne à 12 % depuis 2 ans.

Au plan national. On observe quelques différences significatives entre le national et les régions pour ce qui est de l'épargne dans le cadre d'un projet à long terme. Au regard des 30 % de moyenne nationale, les moins nombreux sont les épargnants des Hauts-de-France (22 %) ; à l'inverse, les plus nombreux sont ceux de l'Île-de-France (37 %) et de l'Auvergne-Rhône-Alpes (36 %).

Pour ce qui est des différences observées au niveau national en termes d'âge et de genre : les plus averties au risque sont les femmes (75 % contre 62 % d'hommes pour les produits sans risque même avec un faible rendement) et les épargnants âgés (78 % des 65 ans et plus). Les hommes sont significativement plus nombreux que les femmes à privilégier le Plan Épargne en Actions (17 % contre 9 %) ou l'assurance vie (33 % contre 25 %).

« Quoi qu'il arrive, quels que soient les évènements à l'échelle nationale ou internationale, les Français continuent à épargner de la même manière et en étant avertis au risque. »,

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

II - L'investissement responsable peine à se développer malgré les efforts de transparence.

• **L'épargne responsable demeure minoritaire.** Seuls 7 % des épargnants des Hauts-de-France ont privilégié des produits plus responsables pour l'environnement et la société, quel que soit le rendement (- 3 points vs 10 % en 2023, 4 % en 2022).

• **Les indicateurs relatifs à l'investissement responsable sont toujours peu connus du grand public ; avec seulement 19 % de répondants déclarant en connaître au moins un, parmi les quatre qui ont été présentés. On relève que la méconnaissance à ce sujet est particulièrement importante dans les Hauts-de-France au regard des résultats nationaux et par rapport à la majorité de ceux régionaux.** Ainsi, les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) sont connus par seulement 15 % de répondants des Hauts-de-France (6 % voyant précisément de quoi il s'agit) et le label ISR (Investissement Socialement Responsable) est connu également par seulement 15 % de répondants de cette région (6 % voyant là-aussi précisément de quoi il s'agit).

Le label Greenfin et la notation SFDR (articles 6, 8 et 9 du règlement Sustainable Finance Disclosure Regulation ou SFDR) sont en bas de classement et appréhendés respectivement par 9 % et 10 % des répondants seulement.

Au plan national. En comparatifs avec les résultats nationaux, deux résultats en régions se démarquent :

- . Île-de-France avec le taux le plus haut de connaissance d'au moins d'un indicateur (36 % contre 26 % en moyenne nationale),
- . À l'inverse, on note les taux de connaissances les plus bas dans les Hauts-de-France (19 %) et en Normandie (18 %).

En termes de catégorie de population, nous trouvons au niveau national un public plus aguerri à l'épargne responsable et logiquement plus à l'aise financièrement avec 38 % de catégorie aisée (plus de 2 500 € de revenu mensuel par personne et par foyer) ayant connaissance d'au moins un indicateur relatif à l'investissement responsable.

• **Les investissements responsables continuent d'être minoritaires dans les Hauts-de-France en raison d'abord d'une trop faible circulation de l'information et d'un fort désintéressement à leur sujet, puis d'un besoin de réassurance à l'égard de la sécurité de leur rendement ; le caractère éthique des projets financés n'est pas prioritaire dans cette région.** Les répondants des Hauts-de-France n'investissant pas ou peu dans les produits responsables le justifient principalement par leur manque d'informations sur le sujet (42 % mentionnent ce motif). Viennent ensuite ceux qui ne sont pas intéressés par l'investissement responsable (26 %), ceux qui craignent que ces placements soient trop risqués (27 %), puis ceux craignant que leur rendement ne soit pas assez bon (21 %). Ensuite, d'autres n'ont pas confiance dans les labels (20 %) et certains redoutent d'être victimes de greenwashing et que ces investissements ne soient finalement pas réellement vertueux pour l'environnement (19 %).

Au plan national. Si les résultats nationaux sont pratiquement les mêmes que ceux des régions, la région des Hauts-de-France fait exception. De toutes les régions, c'est dans les Hauts-de-France que le manque d'informations est le moins cité (42 % contre 61 % dans les Pays de la Loire ou 58 % en

Bretagne, la moyenne nationale étant de 53 %).

Au regard des résultats nationaux, on constate par ailleurs une hiérarchisation très différente des raisons de ne pas investir dans les investissements responsables dans les Hauts-de-France :

- . le motif du désintéressement pour les investissements responsables est cité en dernier au plan national, il l'est en premier par les répondants des Hauts-de-France (26 % contre 19 % de moyenne nationale, 7 points d'écart),
- . la crainte d'être victime de greenwashing arrive en troisième position au plan national, les répondants des Hauts-de-France la positionne en dernier (19 % contre 25 % de moyenne nationale, 6 points d'écart).

Au niveau national, en termes de catégorie de population et d'âge, on observe que les cadres et les personnes de catégorie aisée (plus de 2 500 € de revenu mensuel par personne et par foyer) font de la peur d'être victime de greenwashing leur argument dissuasif, quand les 65 ans et plus ne sont simplement pas intéressés par ce type d'investissement.

Toujours au niveau national, les investissements responsables semblent être l'apanage des jeunes générations. En ce moment charnière pour la transition écologique, les moins de 35 ans portent un plus grand intérêt que leurs aînés à son financement par l'épargne. Ils sont 17 % à avoir privilégié les investissements responsables, quel que soit leur rendement (contre 6 % pour les 35 ans et plus).

Sur la moyenne de 26 % de répondants ayant au moins connaissance d'un indicateur relatif à l'investissement responsable, on retrouve parmi les plus informés les moins de 35 ans avec 38 % et 54 % d'étudiants.

En termes de connaissance des investissements responsables, les hommes de moins de 35 ans sont plus nombreux (53 %) par rapport aux femmes de la même catégorie d'âge (24 %, soit 29 points d'écart).

Autant d'éléments qui permettent d'avancer que les jeunes générations sont plus conscientes de l'enjeu de l'épargne responsable dans la transition écologique ; elles représentent l'espoir de voir les investissements responsables croître à l'avenir.

« Les investissements responsables sont émergents. Au plan national, les jeunes générations sont les plus sensibles à la finance durable ; elles sont les plus à même à flécher leur épargne vers le financement de la transition écologique. »,

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

Méthodologie : Le « Baromètre 2024 de l'Épargne en France et en régions » a été réalisé par Ifop du 2 au 8 avril 2024, auprès d'un échantillon de 2 402 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et constitué selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne.

* Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2024 » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

les données brutes, le communiqué national et les autres communiqués régionaux sont disponibles sur demande.

Contact presse :

Brigitte Huguet - Tél. + 33 1 46 34 78 61 - information-presse@altaprofits.fr

A propos d'Altaprofits : Altaprofits est Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine sur Internet depuis 1999. Son ambition : défendre les épargnants et leur proposer des solutions d'épargne et d'investissement sur Internet associées à l'expertise de conseillers en gestion de patrimoine.

Altaprofits propose :

- Des solutions en épargne, retraite et immobilier conçues pour tous les projets et avec des partenaires assureurs et sociétés de gestion d'actifs de renom. Ses contrats sont régulièrement récompensés par la presse financière et patrimoniale.

- Une équipe de conseillers à l'expertise patrimoniale reconnue qui accompagne les épargnants dans la construction, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Décryptage de l'actualité économique et financière, clarté et transparence constituent leurs priorités.

- Une plateforme internet altaprofits.com, pour consulter et interagir en toute sécurité et en temps réel sur l'épargne et un robo-advisor qui permet de suivre et d'optimiser la gestion financière de son contrat, en analysant quotidiennement le couple rendement/risque.

Au service de toutes les stratégies patrimoniales, les principaux domaines d'expertise d'Altaprofits sont l'assurance vie, la retraite, l'investissement en immobilier, à travers les SCPI (Sociétés Civiles de Placement Immobilier) et le Private Equity, ainsi que les produits de défiscalisation.

Altaprofits est une Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 11 912 727,82 euros ayant son siège social au 35-37, rue de Rome - 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 535 041 669 et sur le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (www.orias.fr) sous le numéro 11 063 754. Tél. : 01 44 77 12 14 (*appel non surtaxé*) / www.altaprofits.com

Communication à destination des professionnels.